

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CHS-CT DU 21 OCTOBRE 2022

Monsieur le Président,

Aujourd'hui se déroule le dernier CHSCT tel qu'il existait. Il est évident pour Solidaires, que calquer ses idées sur celles du privé à l'instar des CSE n'apportera rien de bon à notre niveau. Il est regrettable de perdre notre fonctionnement et regrettable de perdre le secrétaire animateur du CHSCT. Nous voulons ici mettre en évidence tout le travail qu'il effectuait pour un CHS-CT, la qualité de ses procès verbaux ainsi que sa réactivité dans leur mise à disposition.

Nous avons peu d'espoir sur l'amélioration des conditions de vie au travail des agents via le CSA et sa formation spécialisée étant donné qu'elle prévoit moins d'obligation de tenue, que certains membres ne siègeront plus de droit etc.

Le mouvement social qui a débuté chez TOTAL pour de meilleurs salaires et une meilleure répartition des richesses fait évidemment écho aux agents de la DGFIP, et aux collègues de la Meuse, avec près de 18 % de grévistes le 29 septembre dernier, et à nouveau plus de 16 % mardi dernier.

Vous nous direz sûrement comme vous l'avez déjà fait, que cela n'est pas significatif, et pourtant, ces taux sont bien au-delà des taux nationaux. On peut dire que le ras-le-bol est présent dans notre département !

Nous tenons également à rappeler notre entier soutien aux salariés réquisitionnés. La grève n'est pas un délit mais bien un droit qui doit, pour pouvoir perdurer, être exercé et défendu.

Combien d'entre nous sont prêts à sacrifier encore des journées de salaires, pour faire entendre leur opposition, pour vouloir la juste rémunération de leur travail. Pour faire comprendre que c'est eux qui font fonctionner cette Administration ! Et pourtant, nombreux sont ceux qui touchent dès le début de mois le fond de leur porte-feuilles. Ces mêmes agents à qui l'on demande sans cesse de s'adapter, de faire plus vite, de faire plus rentable, de faire toujours plus tout court.

Ces mêmes agents qui voient leurs missions se transformer, leur travail se dégrader, soumis à toujours plus de statistiques, statistiques à qui l'on fait dire tout et n'importe quoi (Winston Churchill disait : je ne crois aux statistiques que lorsque c'est moi qui les ai falsifiées) ; ces mêmes agents à qui l'on demande de faire le plus de réponses dans la journée, à qui l'on demande de saisir le maximum de chèques, à qui l'on demande de finir la compta au plus tôt, de répondre au maximum au téléphone, de passer le maximum d'écritures, de valider le maximum d'actes, de recouvrer davantage, de voir venir de nouveaux logiciels sans y être formés, de voir arriver des missions pour lesquels ils ne sont pas compétents et j'en passe !

L'abattage, ou « la massification » pour parler comme le Directeur Général, n'a jamais été gage de qualité, Monsieur le Président, bien au contraire ! Cela accroît le mal-être des agents qui ne ressentent par ailleurs aucune valorisation et perdent le sens de leur travail ! La lassitude n'a jamais été aussi importante, le vite fait mal fait devient la norme, le tri des priorités entre les priorités est le mot d'ordre dans bon nombre de services.

Et quelles solutions voit-on à l'horizon pour garder espoir ? Quelque 850 suppressions de postes supplémentaires pour 2023 ! Selon le Directeur Général, nous avons besoin de 4000 agents recrutés par an, tandis qu'il en supprime 850 l'an prochain. Où est la cohérence dans ses propos ? Pourquoi ne pas stopper net toutes les suppressions afin de garantir un nombre minimum certain d'agents ? Rappelons également les 6000 postes vacants à la DGFIP.

On s'étonne vraiment qu'un agent C, par ailleurs souvent diplômé de licence, master ou autres doctorat, payé à peine plus que le SMIC, refuse un concours quand on lui propose un poste à 400 km de sa résidence ?! Quelle plus-value pour cet agent ? On s'étonne également que les agents ne veuillent même plus passer les concours

internes alors qu'ils n'ont aucune certitude quant à l'avenir, que leur travail devient inintéressant, qu'ils ont peu d'espoir de revenir non seulement sur leur département, mais également dans un service choisi, et non subi. Il est par contre facile de constater qu'il y a moins de difficultés à combler les postes des grades bien supérieurs.

La DGFIP va jusqu'à faire imprimer sa pub pour recruter sur les emballages des baguettes dans les boulangeries ! Et notre Direction Générale continue de faire semblant de ne pas comprendre pourquoi elle n'est plus attractive ! Les problèmes de recrutement ne seraient-ils alors pas simplement le fait de la rémunération, et des nouvelles règles de gestion ?

Concernant le plan de sobriété décliné par le gouvernement, nous allons réduire la température de chauffage de nos bâtiments, nous laver les mains à l'eau froide, soit. Mais le gouvernement oublie quant à lui l'essentiel : stopper les productions et les consommations nocives, réduire les inégalités, financer les services publics et l'isolation des bâtiments publics et des logements.

L'incitation à plus de télétravail dans la fonction publique pour permettre la fermeture des administrations, avec une hausse du forfait télétravail qui passera de 2,50 €/jour à 2,88 €/jour mais tout en restant plafonné à 220 € par an soit un passage à environ 76 jours indemnisables contre 88 auparavant est également regrettable. Cette hausse de 15 % du forfait télétravail n'est en réalité dû qu'à l'augmentation du coût de l'énergie !

Par ailleurs, cette mesure, si elle devait s'appliquer, déplacerait la charge financière vers les agentes et les agents tout en étant néfaste en matière de sobriété énergétique globale puisqu'il faudra chauffer autant de logements individuels.

Quels sont les engagements que va prendre l'administration dans la rénovation thermique de son parc immobilier, des rénovations des systèmes de chauffage ? Quel plan d'ampleur va-t-elle proposer pour répondre à l'urgence écologique et énergétique ? Nous avons besoin d'un vrai grand plan de transition énergétique et écologique mais qui ne soit pas pensé et construit au détriment du plus grand nombre et notamment des plus précaires.

Monsieur le Président, un mot fort nous revient en évoquant ces différents contextes : l'incertitude : l'incertitude quant aux difficultés financières, l'incertitude concernant la Paix, l'incertitude également au travail, avec une DGFIP en perpétuelle mutation. Avec une DGFIP qui brade ses missions et ferme ses structures, ou encore avec l'externalisation coûteuse de certaines d'entre elles, du type « Foncier Innovant » ! L'incertitude sur l'avenir. Contrairement à ce que vous nous avez déjà répondu au sujet de la pérennité de nos services, les agents s'inquiètent de savoir ce qu'ils seront en 2026, et après !

Le bilan sur votre grand Remue-méninges, prévu dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens, indique la participation des agents à hauteur d'environ 30 %. Il manque cependant des données, telles que les catégories d'agents présents, la récurrence des propos évoqués par les agents et surtout le fait qu'il se soit déployé en local sous des formes très diverses passant du volontariat au caractère obligatoire parfois.

Bien que des pistes de réflexions aient été remontées à la DG, nous le regrettons encore, sans faire participer les organisations syndicales, il n'apparaît pas clairement dans les comptes-rendus que le point commun entre ces idées est avant tout le souci criant des effectifs. Et pourtant, le DUERP, les mouvements de grève, certains arrêts maladie, ainsi que les échos que nous avons lorsque nous visitons les services, montrent sans aucun doute possible que de nombreuses problématiques découlent uniquement du manque d'effectifs.

Au sujet des arrêts maladies, nous nous inquiétons du manque de Médecin du travail dans notre département qui devient très inquiétant au vu de certaines situations d'agents en grande souffrance et vous demandons d'agir par les moyens qui sont les vôtres pour répondre tant que possible aux besoins de nos collègues.

Une nouvelle fois, nous réaffirmons nos justes revendications pour maintenir nos effectifs, stopper les suppressions de postes, cesser les fusions et restructurations de services qui dégradent non seulement la qualité de vie des agents au travail mais également la qualité du service rendu aux usagers, qui, nous le croyons, reste l'essence même d'une Administration.